



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

**F**

# COMITÉ FINANCIER

**Cent quatre-vingt-seizième session**

**Rome, 5-7 juin 2023**

**Rapport sur l'utilisation des mécanismes de financement stratégique du  
PAM (1<sup>er</sup> janvier-31 décembre 2022)**

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

**M. Laurent Bukera**  
**Directeur financier adjoint et**  
**Directeur de la Division de la planification et de la performance institutionnelles**  
**Programme alimentaire mondial**  
**Courriel: [laurent.bukera@wfp.org](mailto:laurent.bukera@wfp.org)**

*Les documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*

### RÉSUMÉ

- Le PAM est intégralement financé par des contributions volontaires, qu'il utilise pour apporter une assistance vitale aux populations vulnérables dans le monde entier et transformer leur existence. Le moment où ces fonds sont versés et où les produits alimentaires sont disponibles est déterminant, en ce qu'il influe sur la capacité du PAM à répondre rapidement aux besoins humanitaires. Les mécanismes de financement stratégique du PAM permettent aux bureaux de pays d'agir sur-le-champ en mettant à leur disposition des fonds internes qui leur permettront de lancer les procédures d'achat de produits alimentaires, de déployer du personnel, de commencer à procéder à des transferts de type monétaire ou encore d'enregistrer les bénéficiaires ciblés, entre autres activités. Ces fonds sont renouvelables, c'est-à-dire qu'ils sont remboursés dès réception des contributions des donateurs.
- Le rapport passe en revue l'utilisation des mécanismes de financement stratégique du PAM en 2022, notamment les avances versées aux programmes au moyen du dispositif de prêts internes en faveur des projets et du Compte d'intervention immédiate (CII), l'achat anticipé de produits alimentaires à la faveur du Mécanisme de gestion globale des vivres, et le financement des services internes qui donne au PAM les moyens de fournir des services de manière économique et efficiente par l'intermédiaire de trois dispositifs.

### SUITE QUE LE COMITÉ FINANCIER EST INVITÉ À DONNER

- Le Comité financier est invité à examiner le document intitulé «Rapport sur l'utilisation des mécanismes de financement stratégique du PAM (1<sup>er</sup> janvier-31 décembre 2022)», et à l'avaliser en vue de sa présentation pour examen au Conseil d'administration du PAM.

#### Projet d'avis

- **Conformément à l'article XIV du Statut du PAM, le Comité financier de la FAO conseille au Conseil d'administration du PAM d'approuver le projet de décision figurant dans le document intitulé «Rapport sur l'utilisation des mécanismes de financement stratégique du PAM (1<sup>er</sup> janvier-31 décembre 2022)».**



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

## Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 26-30 juin 2023

---

Distribution: générale

Point 6 de l'ordre du jour

Date: 12 mai 2023

WFP/EB.A/2023/6-B/1

Original: anglais

Ressources, questions financières et budgétaires

Pour examen

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## Rapport sur l'utilisation des mécanismes de financement stratégique du PAM (1er janvier-31 décembre 2022)

### Projet de décision\*

Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport sur l'utilisation des mécanismes de financement stratégique du PAM (1<sup>er</sup> janvier-31 décembre 2022)" (WFP/EB.A/2023/6-B/1).

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

---

#### Coordonnateurs responsables:

M. L. Bukera  
Directeur financier adjoint et Directeur  
Division de la planification et de la  
performance institutionnelles  
courriel: [laurent.bukera@wfp.org](mailto:laurent.bukera@wfp.org)

Mme P. Arayaprayoon  
Chef  
Sous-Division du financement stratégique  
courriel: [piyamon.arayaprayoon@wfp.org](mailto:piyamon.arayaprayoon@wfp.org)

## Introduction

1. Le PAM est intégralement financé par des contributions volontaires, qu'il utilise pour apporter une assistance vitale aux populations vulnérables dans le monde entier et transformer leur existence. Le moment où ces fonds sont versés et où les produits alimentaires sont disponibles est déterminant, en ce qu'il influe sur la capacité du PAM à répondre rapidement aux besoins humanitaires. Les mécanismes de financement stratégique du PAM permettent aux bureaux de pays d'agir sur-le-champ en mettant à leur disposition des fonds internes qui leur permettront de lancer les procédures d'achat de produits alimentaires, de déployer du personnel, de commencer à procéder à des transferts de type monétaire ou encore d'enregistrer les bénéficiaires ciblés, entre autres activités. Ces fonds sont renouvelables, c'est-à-dire qu'ils sont remboursés dès réception des contributions des donateurs.
2. Dans un contexte de crise mondiale inédite et d'une hausse record des contributions des donateurs, qui ont atteint 14,2 milliards de dollars É.-U. en 2022, ses mécanismes de financement stratégique ont permis au PAM de fournir une assistance rapide et efficace à ses bénéficiaires.
3. Le présent rapport passe en revue l'utilisation des mécanismes de financement stratégique du PAM en 2022, notamment les avances versées aux programmes au moyen du dispositif de prêts internes en faveur des projets et du Compte d'intervention immédiate (CII), l'achat anticipé de produits alimentaires à la faveur du Mécanisme de gestion globale des vivres, et le financement des services internes qui donne au PAM les moyens de fournir des services de manière économique et efficace par l'intermédiaire de trois dispositifs.

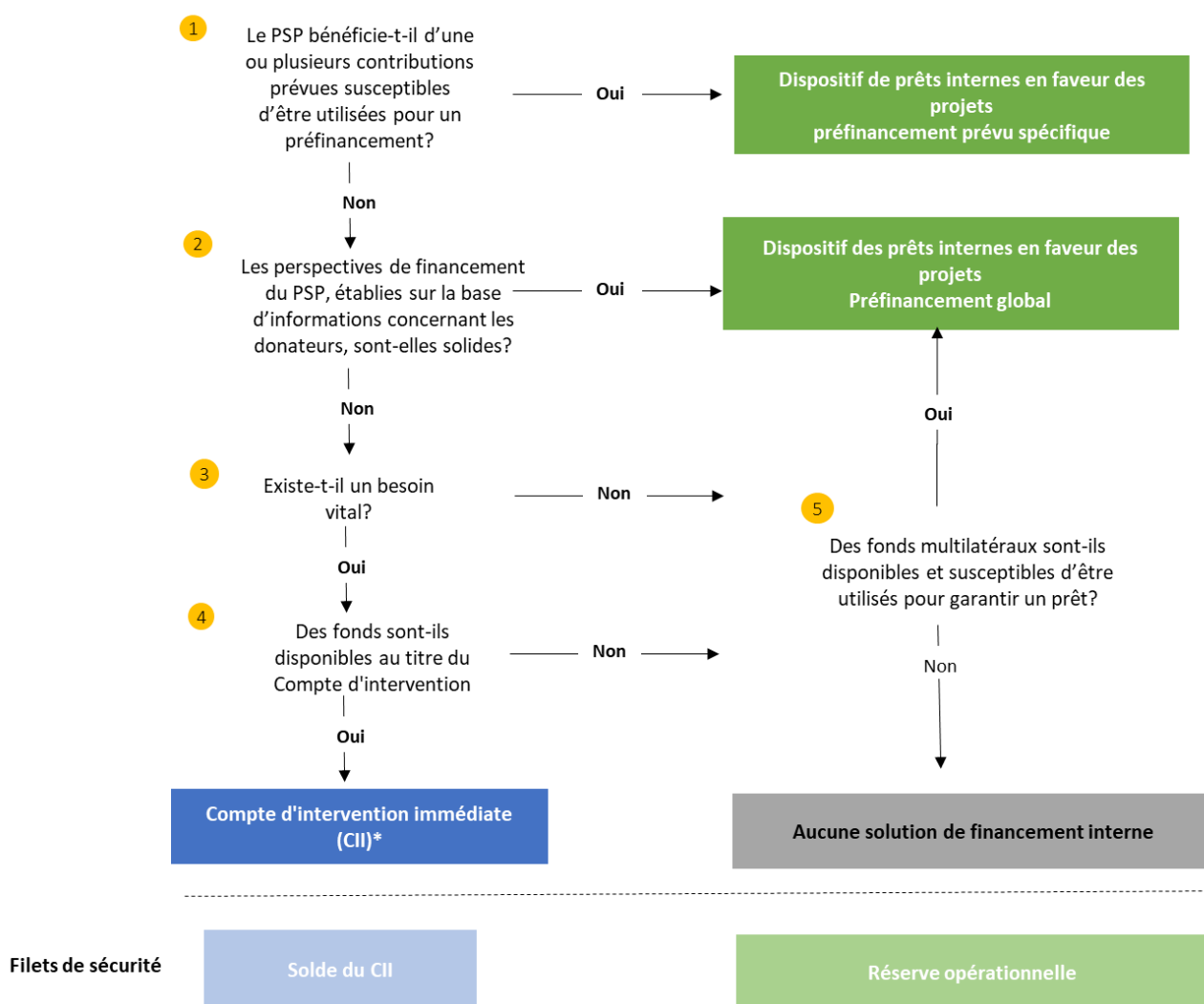
## I. Mécanismes de préfinancement

4. En 2022, le PAM a eu recours à deux dispositifs pour autoriser les responsables des programmes à engager des dépenses à l'avance:
  - i) *Dispositif de prêts internes en faveur des projets*: ce dispositif sert à avancer des fonds pour permettre aux bureaux de pays de contracter des engagements financiers et d'engager des dépenses en faveur des programmes avant que les contributions qui leur sont destinées soient confirmées. Il aide le PAM à faire face aux déficits opérationnels et lui permet de faire parvenir plus rapidement l'assistance aux bénéficiaires. Le dispositif de prêts internes en faveur des projets permet de consentir des avances soit sur la base de prévisions de contributions spécifiques (avances sur des contributions spécifiques prévues), soit sur la base des prévisions générales de financement d'un programme (préfinancement global). Ces deux sous-ensembles sont gérés en respectant le plafond du dispositif de prêts internes en faveur des projets<sup>1</sup>.
  - ii) *Compte d'intervention immédiate*: en l'absence de contributions prévues, le CII permet au PAM d'intervenir immédiatement en affectant des fonds multilatéraux, souples, reconstituables et renouvelables à des activités cruciales où des vies sont menacées. Les avances sont directement prélevées sur la réserve du CII, qui est réapprovisionnée au moyen de contributions des donateurs et des remboursements, ou encore de transferts effectués à partir des réserves ou d'autres comptes internes.
5. La figure 1 illustre la procédure à suivre pour décider du mécanisme de préfinancement à utiliser: prêts internes en faveur des projets ou CII.

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails sur les plafonds des dispositifs de financement stratégique, voir les paragraphes 12 et suivants et 34 et suivants du présent rapport ainsi que le document intitulé "[Relèvement des plafonds des instruments de financement stratégique](#)" (WFP/EB.1/2022/5-B/1).

**Figure 1: Procédure de décision concernant le recours aux prêts internes en faveur des projets ou au Compte d'intervention immédiate**



\* En cas de non-versement des contributions destinées au remboursement d'une avance du CII, cette dernière peut être convertie en subvention à l'échéance du plan stratégique de pays concerné.

### Recours aux prêts internes en faveur des projets en 2022

6. Les prêts internes en faveur des projets permettent d'avancer des fonds au profit d'activités relevant d'un plan stratégique de pays (PSP) lorsque la période à laquelle les contributions prévues peuvent être utilisées coïncide avec les besoins de financement et dès lors que toutes les conditions fixées par les donateurs sont respectées. Lorsque cette modalité de préfinancement a été mise en place en 2004<sup>2</sup>, 27,1 millions de dollars ont été avancés aux bureaux de pays. En 2013, le montant annuel des avances atteignait déjà 675,2 millions de dollars, et face à l'ampleur de la demande d'avances de fonds, le Mécanisme de financement anticipé du PAM a dû être revu et restructuré en 2014<sup>3</sup>. Le tableau 1 indique les montants versés depuis la restructuration de ce mécanisme. En 2022, le montant total des avances a atteint un nouveau record, soit 2,574 milliards de dollars, dont 2,38 milliards de dollars au titre d'avances sur des contributions spécifiques prévues (voir l'annexe I), et 193,5 millions de dollars au titre du dispositif de préfinancement global.

<sup>2</sup> "Examen des procédures de l'organisation: financement anticipé des opérations" (WFP/EB.1/2005/5-C).

<sup>3</sup> "Examen du cadre de financement: Restructuration du Mécanisme de financement anticipé" (WFP/EB.A/2014/6-D/1).

7. La progression de 19 pour cent des prêts internes en faveur des projets (y compris au titre du dispositif de préfinancement global) constatée en 2022 est liée à l'augmentation des besoins mondiaux ainsi qu'à la hausse record des contributions reçues par le PAM. Des avances ont été accordées au profit d'activités réalisées dans le cadre de 60 PSP, les bureaux de pays ayant obtenu les fonds en moyenne 75 jours avant que les contributions destinées à ces activités soient confirmées.

Année	Dispositif d'avances sur des contributions spécifiques prévues	Dispositif de préfinancement global	Montant total des avances au titre du dispositif de prêts internes faveur des projets
2014	1 092,8	-	1 092,8
2015	777,5	-	777,5
2016	1 072,4	100,7	1 173,1
2017	1 277,7	36,0	1 313,7
2018	1 248,5	98,7	1 347,2
2019	1 616,4	197,7	1 814,1
2020	1 436,4	106,7	1 543,1
2021	1 996,2	190,6	2 186,8
2022	2 380,5	193,4	2 573,9
<b>Total</b>	<b>12 898,4</b>	<b>923,8</b>	<b>13 822,2</b>

8. En 2022, les cinq bureaux de pays qui ont le plus bénéficié des montants accordés au titre du dispositif d'avances sur des contributions spécifiques prévues sont les Bureaux du PAM en Afghanistan (421,3 millions de dollars), en Ukraine (382,8 millions de dollars), en République arabe syrienne (231,8 millions de dollars), en Éthiopie (160,0 millions de dollars) et au Yémen (124,8 millions de dollars). Ces cinq opérations ont reçu à elles seules 55 pour cent du montant total des avances sur des contributions spécifiques prévues accordées au cours de l'année.

#### Afghanistan

La crise humanitaire qui touche l'Afghanistan demeure l'une des plus graves au monde. Des décennies de conflits, des chocs climatiques extrêmes et un déclin économique très marqué, caractérisé par un chômage élevé, des pénuries de liquidités et une hausse des prix alimentaires, ont fait basculer des millions d'Afghans dans la pauvreté. Près de la moitié de la population est en situation d'insécurité alimentaire aiguë, et la crise mondiale qui touche les produits alimentaires et les carburants aggrave les difficultés que connaissent déjà les ménages vulnérables pour satisfaire leurs besoins alimentaires de base. Face à l'aggravation sans précédent de la faim et de la vulnérabilité, le PAM a intensifié ses opérations humanitaires pour apporter des secours alimentaires d'urgence, un appui nutritionnel et un appui aux moyens d'existence à 23 millions de personnes en 2022. Les activités menées dans le cadre du PSP pour l'Afghanistan ont bénéficié de neuf avances au titre des prêts internes en faveur des projets, dont la plus élevée se chiffrait à 225 millions de dollars. Elles ont servi à fournir des denrées alimentaires et à opérer des transferts de type monétaire pour subvenir aux besoins alimentaires de base des personnes vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire. Sur les 421,3 millions de dollars versés, 257 millions de dollars étaient des avances sur des contributions additionnelles du Bureau d'assistance humanitaire destinées à la lutte contre l'expansion de l'insécurité alimentaire dans le monde et 50,5 millions de dollars ont été consacrés à des activités de prévention de la malnutrition. Ces avances ont permis au Bureau du PAM en Afghanistan de commencer à fournir une assistance aux bénéficiaires en moyenne 38 jours avant que les contributions ne soient confirmées.

### Ukraine

La guerre en Ukraine a eu des conséquences dramatiques tant pour les Ukrainiens eux-mêmes que pour les populations du monde entier tributaires des approvisionnements massifs en céréales en provenance de l'Ukraine. Elle a causé l'un des mouvements forcés de population les plus rapides depuis la Seconde Guerre mondiale. En 2022, le PAM a entrepris de venir en aide à 4,7 millions de bénéficiaires par mois et a apporté un appui régulier à environ 3 millions de personnes par mois.

Le dispositif de prêts internes en faveur des projets a été fondamental pour répondre rapidement aux besoins humanitaires en Ukraine. Douze avances d'un montant total de 382,8 millions de dollars ont permis au PAM de fournir une assistance souple combinant aide alimentaire et monétaire; le PAM a collaboré avec des partenaires locaux pour distribuer des produits alimentaires dans les zones proches de la ligne de front et a effectué des transferts monétaires lorsque les populations avaient accès à des banques ou à des marchés alimentaires. Sur le montant total avancé, 271,7 millions de dollars ont été remboursés grâce à une contribution des États-Unis d'Amérique. Les avances ont permis au bureau de pays d'entamer le processus d'acheminement de l'aide en moyenne 23 jours avant que les contributions ne soient confirmées.

9. Comme indiqué ci-dessus, le préfinancement global est un sous-ensemble du dispositif de prêts internes en faveur des projets, le montant des avances étant calculé à partir de l'ensemble des financements prévus et non de contributions spécifiques attendues. La prévision de financement est elle-même établie à partir d'un calcul des fonds que les donateurs ont vraisemblablement l'intention de mettre à disposition et d'un examen des tendances récentes des financements accordés aux bureaux de pays concernés. Sur le montant maximal de fonds disponibles pour le dispositif de prêts internes en faveur des projets, le montant annuel pouvant être utilisé au titre du préfinancement global ne peut dépasser 270 millions de dollars<sup>4</sup>.
10. Le tableau 2 indique les bureaux de pays dont les avances reçues au titre du préfinancement global n'étaient pas réglées au 31 décembre 2022. Il en ressort que toutes les avances reçues au titre du préfinancement global en 2022 ont été intégralement remboursées, hormis celle accordée en 2021 au Bureau du PAM au Soudan, dont 20,1 millions de dollars – sur un montant total de 38,1 millions de dollars – n'ont pas encore été réglés mais devraient être intégralement remboursés d'ici à la fin de 2023.

<b>TABLEAU 2: RÉCAPITULATIF DE LA SITUATION DU DISPOSITIF DE PRÉFINANCEMENT GLOBAL (en millions de dollars)</b>			
<b>Année</b>	<b>Bureau de pays bénéficiaire</b>	<b>Montant des avances consenties au titre du préfinancement global</b>	<b>Montant des avances non réglées au titre du préfinancement global au 31 décembre 2022</b>
2021	Soudan	38,1	20,1
2022	Yémen	76,0	0
2022	Soudan du Sud	38,2	0
2022	Afghanistan	30,5	0
2022	Ukraine	23,9	0
2022	Mozambique	22,2	0
2022	Djibouti	2,4	0
<b>Total</b>	<b>Total</b>	<b>231,5</b>	<b>20,1</b>

<sup>4</sup> "Relèvement des plafonds des instruments de financement stratégique" (WFP/EB.1/2022/5-B/1).

11. Les avantages du préfinancement global sont largement admis et les contributions, lorsqu'elles sont souples, servent à rembourser les avances consenties au titre de ce dispositif, ce qui permet au PAM d'autoriser les bureaux de pays à engager des dépenses en fonction des projections du montant global des financements attendus. C'est une raison de plus pour le PAM de continuer à plaider en faveur d'un assouplissement des contributions et d'un allègement maximal des conditions de leur affectation.

#### Yémen

Le Yémen reste déchiré par l'une des crises humanitaires les plus préoccupantes au monde. La persistance du conflit, la destruction de l'infrastructure et la disparition des services publics essentiels, conjugués à l'effondrement de l'économie et à des problèmes structurels préexistants tels que la pauvreté généralisée, ont exposé de vastes pans de la population yéménite à des niveaux sans précédent d'insécurité alimentaire, de malnutrition et de maladies.

Se trouvant dans une situation financière préoccupante au début de l'année 2022, le bureau de pays a dû avertir toutes les parties et tous les acteurs qu'il allait procéder à une réduction de l'assistance durant le premier mois de l'année. Le dispositif de préfinancement global, dont les avances sont aujourd'hui entièrement remboursées, a permis au bureau de pays d'acheter des produits alimentaires auprès du Mécanisme de gestion globale des vivres pour couvrir des déficits imminents touchant des activités vitales d'assistance alimentaire générale, la fourniture d'aliments nutritifs et les prestations du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies, en attendant que les contributions soient confirmées.

#### Plafond du dispositif de prêts internes en faveur des projets

12. En 2022, la direction du PAM a demandé au Conseil de relever par deux fois<sup>5</sup> le plafond du dispositif de prêts internes en faveur des projets pour faire face à une aggravation rapide de l'insécurité alimentaire et des besoins humanitaires. La fréquence à laquelle ces plafonds ont dû être relevés a montré qu'un montant fixe n'était plus adapté pour permettre au PAM de s'acquitter de sa mission dans un environnement humanitaire instable qui se dégradait rapidement. Pour gérer le relèvement des plafonds des mécanismes de financement stratégique de manière plus efficace, la direction a proposé de passer d'un montant fixe en dollars des États-Unis à un pourcentage de la prévision globale de contribution du PAM. Cette méthode présente l'avantage de fournir des fonds de roulement indispensables au renforcement des dispositifs de financement stratégique du PAM, et de permettre à la direction d'anticiper les situations d'urgence, de s'y préparer et d'y faire face avec rapidité et souplesse en cohérence avec l'appui prévu des donateurs.
13. Dans le cadre de son examen du Plan de gestion pour 2023-2025<sup>6</sup>, le Conseil a approuvé à sa deuxième session ordinaire de 2022 la proposition de la direction, fixant ainsi le plafond du dispositif de prêts internes en faveur des projets à un niveau pouvant atteindre 10 pour cent de la prévision globale de contribution à tout moment, sous réserve de ne pas dépasser un ratio de levier de 10:1 par rapport à la réserve opérationnelle<sup>7</sup>. En prévision d'un accroissement des prêts internes en faveur des projets, le Conseil a également approuvé une augmentation de la réserve opérationnelle, qui est passée de 95,2 millions de dollars à 130 millions de dollars<sup>8</sup>.

---

<sup>5</sup> Le Conseil a approuvé le relèvement du plafond du dispositif de prêts internes en faveur des projets à 760 millions de dollars en janvier 2022 puis à 950 millions de dollars en juin 2022.

<sup>6</sup> "Plan de gestion du PAM pour 2023-2025" (WFP/EB.2/2022/5-A/1/Rev.1).

<sup>7</sup> Décision 2022/EB.2/5, "Décisions et recommandations de la deuxième session ordinaire de 2022 du Conseil d'administration" (WFP/EB.2/2022/11), p. 5.

<sup>8</sup> Ibid.



14. Les mesures d'atténuation des risques adoptées par le PAM ont permis de réduire au minimum les montants comptabilisés en pertes à la suite du non-remboursement des fonds avancés. La réserve opérationnelle, disponible en cas de non-versement des contributions prévues, n'a été ponctionnée que deux fois depuis l'entrée en service du dispositif de prêts internes en faveur des projets, pour un coût total de 8,1 millions de dollars<sup>9</sup>.
15. Le PAM gère le dispositif de prêts internes en faveur des projets selon une approche systématique, qui comprend un processus robuste d'établissement de prévisions et une analyse rigoureuse des tendances régulièrement actualisée sur sa plateforme Salesforce. En outre, il dialogue constamment avec les gouvernements donateurs pour qu'ils améliorent la prévisibilité et la souplesse des périodes de validité de leurs contributions afin que les annonces de contribution puissent servir à coup sûr de garanties pour les sommes à avancer, c'est-à-dire que le PAM puisse prévoir en toute confiance d'utiliser les contributions annoncées pour rembourser les avances, réduisant ainsi au minimum les risques de défaut de paiement.

### **Recours au Compte d'intervention immédiate en 2022**

16. Le CII est une réserve utilisée par le PAM pour allouer sur-le-champ des fonds multilatéraux souples, à la fois reconstituables et renouvelables, à des activités essentielles où des vies sont en jeu. Il est reconstitué à l'aide de contributions à emploi spécifique (contributions que les donateurs versent spécifiquement aux fins de réapprovisionnement du CII). Le mécanisme est dit "renouvelable", en ce sens que les fonds alloués à une opération au titre du CII peuvent par la suite être remboursés au moyen des contributions reçues des donateurs pour l'opération en question. Les contributions utilisées à cette fin sont comptabilisées au titre des opérations auxquelles elles étaient spécifiquement destinées.
17. Une affectation de fonds du CII n'est pas subordonnée à une prévision de contribution servant de garantie. Elle peut être remboursée, ou restituée, à l'aide de contributions confirmées, sous réserve que les conditions dont celles-ci sont assorties le permettent. À l'échéance d'un PSP, toute affectation de fonds du CII qui n'a pas été remboursée peut être convertie en subvention.
18. En 2022, le PAM a procédé à une réforme du CII dans le cadre d'un plan plus vaste qui visait à moderniser les mécanismes institutionnels pour veiller à ce que le PAM mène ses interventions d'urgence dans le respect des normes les plus strictes. L'objectif principal de cette réforme était que des ressources financières suffisantes soient disponibles immédiatement pour démarrer sans attendre des opérations d'urgence vitales.
19. Le solde d'ouverture du CII pour l'exercice 2022 s'établissait à 43,7 millions de dollars; 501,5 millions de dollars ont été versés au CII en cours d'exercice, à savoir 101,1 millions de dollars de contributions à emploi spécifique, 220,4 millions de dollars de fonds restitués et 180,0 millions de dollars provenant d'autres sources, telles que des contributions multilatérales et des fonds du Compte de péréquation des dépenses administratives et d'appui aux programmes (AAP) (voir l'annexe II), comme illustré dans le tableau 3.

---

<sup>9</sup> Les avances non recouvrées concernaient un montant de 5,9 millions de dollars versé en 2005 à une intervention prolongée de secours et de redressement en République démocratique du Congo et un montant de 2,2 millions de dollars pour le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies accordé en 2011.

<b>TABLEAU 3: MOUVEMENTS DU COMPTE D'INTERVENTION IMMÉDIATE (2012-2022) (en millions de dollars)</b>											
<b>Année</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
<b>Contributions préaffectées au CII</b>	<b>56,2</b>	<b>52,1</b>	<b>53,1</b>	<b>50,2</b>	<b>33,9</b>	<b>33,2</b>	<b>29,6</b>	<b>22,6</b>	<b>24,7</b>	<b>64,0*</b>	<b>101,1</b>
<b>Fonds restitués</b>	<b>82,4</b>	<b>88,6</b>	<b>132,6</b>	<b>95,3</b>	<b>125,2</b>	<b>114,5</b>	<b>68,3</b>	<b>150</b>	<b>82,5</b>	<b>70,4</b>	<b>220,4</b>
<b>Autres fonds du PAM</b>	-	-	-	<b>57,1</b>	<b>13,7</b>	<b>28,7</b>	<b>67,1</b>	<b>23,1</b>	<b>77,5</b>	<b>53,8</b>	<b>180,0</b>
<i>Contributions multilatérales</i>	-	-	-	-	13,7	13,7	23,1	23,1	25,0	30,6	50,0
<i>Compte de péréquation des dépenses AAP</i>	-	-	-	50,0	-	15	44	-	52,5	-	30,0
<i>Autres</i>	-	-	-	7,1	-	-	-	-	-	23,2	100,0**
<b>Total des recettes</b>	<b>138,6</b>	<b>140,7</b>	<b>185,7</b>	<b>202,6</b>	<b>172,8</b>	<b>176,4</b>	<b>165,0</b>	<b>195,7</b>	<b>184,7</b>	<b>188,2</b>	<b>501,5</b>
<b>Fonds affectés</b>	<b>126,1</b>	<b>165,3</b>	<b>182,0</b>	<b>164,2</b>	<b>215,2</b>	<b>154,2</b>	<b>144,2</b>	<b>161,0</b>	<b>188,5</b>	<b>220,0</b>	<b>385,0</b>

\* Ce chiffre ne tient pas compte de contributions de donateurs privés d'un montant de 3,1 millions de dollars confirmées en 2021, lesquelles ont été transférées à la réserve du Compte d'intervention immédiate en janvier 2022.

\*\* Transferts provenant de fonds généraux sans affectation particulière (voir annexe II).

20. En 2022, un montant total de 385,0 millions de dollars (voir l'annexe III) a été affecté au titre du CII à des activités réalisées dans le cadre de 36 PSP. Les PSP des huit pays suivants ont reçu 80 pour cent de ces fonds: Somalie (98,8 millions de dollars), Yémen (46,9 millions de dollars), Afghanistan (46,9 millions de dollars), République démocratique du Congo (32,7 millions de dollars), Madagascar (25,0 millions de dollars), Nigéria (23,5 millions de dollars), Pakistan (18,8 millions de dollars) et Haïti (14,7 millions de dollars). À la fin de l'exercice 2022, le solde du CII s'établissait à 160,0 millions de dollars.
21. Environ 2,7 millions de dollars ont été affectés à des activités de préparation aux situations d'urgence en vue de renforcer la capacité du PAM à faire face aux crises humanitaires en cours à Madagascar, à Sri Lanka, en Ouganda et en Ukraine.
22. Malgré le montant record des contributions à emploi spécifique reçues et des fonds restitués, le CII a été mis à très rude épreuve en 2022 car avec la crise alimentaire mondiale, les urgences climatiques et les niveaux record d'insécurité alimentaire, les fonds du CII affectés aux bureaux de pays ont eux aussi atteint un montant sans précédent, soit 385 millions de dollars. En conséquence, le compte a dû être abondé à l'aide du plus gros apport de fonds de son histoire provenant de contributions multilatérales, du Compte de péréquation des dépenses AAP et de fonds généraux non affectés.

### Somalie

La Somalie se trouve confrontée à une crise touchant la sécurité alimentaire après que trois mauvaises saisons des pluies se sont succédé depuis 2020. En juin 2022, un examen du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) indiquait que 6 millions de personnes – soit près de 40 pour cent de la population somalienne – avaient besoin d'une assistance alimentaire (phase 3 ou plus de l'IPC), dont 1,7 million de personnes en phase 4 ("urgence") et 81 000 en phase 5 ("famine") de l'IPC. Les chocs répétés d'origine climatique, l'insécurité, la persistance des conflits, la dégradation de l'environnement, le manque d'investissement et l'absence d'infrastructure continuent de perturber les systèmes alimentaires, compromettant la disponibilité des aliments nutritifs nécessaires à un apport adéquat en nutriments et l'accès de la population à ces aliments. En outre, la Somalie est menacée de famine en raison de l'aggravation de la sécheresse.

Cette situation dramatique de quasi-famine a été aggravée par un déficit de ressources considérable. Face à l'écart qui ne cesse de se creuser entre l'insécurité alimentaire et les ressources disponibles, le bureau de pays a été contraint de donner la priorité aux plus vulnérables, en privilégiant les activités d'assistance vitale.

Des fonds d'un montant de 98,8 millions de dollars affectés au titre du CII pour sauver des vies ont permis au bureau de pays d'effectuer sans tarder des transferts de type monétaire et des distributions d'aliments nutritifs spécialisés au profit de programmes de prévention de la malnutrition mis en œuvre à l'échelle du pays et de traitement de la malnutrition aiguë modérée. Grâce à l'apport combiné de fonds du CII et de stocks du Mécanisme de gestion globale des vivres destinés à la Somalie, le bureau de pays a pu réceptionner les denrées alimentaires dans plusieurs lieux de transfert et les distribuer en moyenne 20 jours après avoir reçu les fonds.

### Madagascar

Sous les effets conjugués de plusieurs épisodes successifs de sécheresse prolongée, de cyclones dévastateurs, de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et du conflit en Ukraine, l'insécurité alimentaire aiguë continue de sévir dans les régions du sud et du sud-est de Madagascar, où la situation nutritionnelle est critique.

Le 5 février, le cyclone tropical Batsirai, de catégorie 3, s'est abattu sur la côte est de Madagascar, avec des vents d'une vitesse moyenne de 165 kilomètres/heure pouvant atteindre 235 kilomètres/heure par endroits. Des fonds d'un montant de 15,4 millions de dollars ont été affectés à Madagascar au titre du CII pour fournir une assistance vitale sous forme de produits alimentaires et de transferts de type monétaire à 360 000 personnes.

## II. Mécanisme de gestion globale des vivres

23. Le Mécanisme de gestion globale des vivres est un outil stratégique de financement qui permet au PAM d'acheter des denrées alimentaires en prévision des besoins opérationnels des bureaux de pays et avant que les contributions ne soient confirmées, afin d'en réduire les délais d'acheminement (en particulier en situation d'urgence) et de les acquérir au moment où les conditions sont les plus favorables sur les marchés, ce qui permet de réaliser des économies d'échelle et facilite les achats locaux et régionaux.
24. Dans le cadre de l'exploitation du Mécanisme de gestion globale des vivres, le PAM gère des stocks alimentaires destinés à certaines filières d'approvisionnement (Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique australe, Moyen-Orient et Asie) ainsi qu'un stock mondial d'aliments nutritifs accessible à tous les bureaux de pays du PAM. Ces stocks sont reconstitués avec des fonds internes sur la base de la demande globale ainsi que des projections de ressources des pays utilisant les mêmes couloirs logistiques. Les denrées alimentaires achetées par l'intermédiaire du Mécanisme de gestion globale des vivres sont mises à la disposition d'opérations spécifiques dès que des financements sont disponibles au titre de contributions confirmées ou d'autres mécanismes de préfinancement.

## Faits marquants concernant le Mécanisme de gestion globale des vivres en 2022

25. En 2022, le Mécanisme de gestion globale des vivres a continué de jouer un rôle essentiel; il a permis au PAM de venir en aide à ses bénéficiaires de manière plus efficace et plus efficiente en assurant un approvisionnement alimentaire régulier qui a consenti, par rapport aux procédures d'achat classiques, de raccourcir les délais d'acheminement et de mieux utiliser les ressources. Cela s'est avéré particulièrement important dans le contexte de la crise alimentaire mondiale, alors que la sécurité alimentaire et nutritionnelle continuait de se détériorer rapidement sous l'effet des conflits, des chocs climatiques et de la pandémie de COVID-19, aggravés par l'onde de choc produite par la guerre en Ukraine.
26. Dans ce contexte, grâce aux achats anticipés de produits alimentaires, le Mécanisme de gestion globale des vivres a également eu pour avantage de retarder l'impact de la crise alimentaire mondiale sur les opérations auxquelles il avait procuré des denrées: grâce à lui, les bureaux de pays ont eu plus de temps pour obtenir les ressources dont ils avaient besoin et pour s'adapter à l'augmentation des prix alimentaires. En 2022, le Mécanisme a permis de livrer 2,9 millions de tonnes de produits alimentaires, d'une valeur de 2,3 milliards de dollars, à 53 bureaux de pays. Au total, 71,1 millions de bénéficiaires, représentant 66,5 pour cent des bénéficiaires de transferts de vivres, ont disposé d'un assortiment alimentaire dont au moins un produit provenait du Mécanisme.
27. En volume, le Mécanisme a fourni 65 pour cent de l'ensemble des denrées achetées par les bureaux de pays en 2022. Les bureaux de pays ont donc pu recevoir les produits alimentaires qui leur étaient destinés dans un délai moyen de 34 jours, soit une réduction de 72 pour cent par rapport au délai moyen de 120 jours nécessaire avec la procédure d'achat "classique"; cela montre que le Mécanisme est en mesure d'atténuer les perturbations des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial et de contribuer à la stabilité des approvisionnements alimentaires.
28. Le Mécanisme a joué un rôle clé à l'appui des interventions d'urgence majeure coordonnées au niveau central. En 2022, 93 pour cent des denrées alimentaires livrées par l'intermédiaire du Mécanisme aux bureaux de pays, soit 2,7 millions de tonnes, étaient destinées à des opérations suivies de près au niveau central ou faisant l'objet d'un protocole d'intensification centralisé. Les denrées achetées auprès du Mécanisme par les bureaux de pays participant à ces opérations représentent 68 pour cent de l'ensemble de leurs achats de vivres. Certaines opérations, comme celles menées en Éthiopie, au Nigéria, en Somalie et au Soudan du Sud, dépendent presque exclusivement des approvisionnements stables et rapides des stocks du Mécanisme.
29. Le PAM a recours à un large éventail d'aliments nutritifs spécialisés pour améliorer l'apport nutritionnel des personnes auxquelles il vient en aide partout dans le monde. Le Mécanisme est particulièrement précieux lorsqu'il s'agit de fournir ce type de denrées; toute réduction des délais d'approvisionnement dans ce domaine est primordiale pour subvenir rapidement aux besoins critiques des bénéficiaires les plus vulnérables. Une partie importante des fonds du Mécanisme sert donc à constituer un stock mondial permanent d'aliments nutritifs spécialisés indispensables aux programmes de nutrition du PAM.
30. En 2022, le Mécanisme a permis de fournir 350 000 tonnes d'aliments nutritifs spécialisés, d'une valeur de 659 millions de dollars<sup>10</sup>; cela représente en volume 95 pour cent de l'ensemble des aliments nutritifs spécialisés achetés par les bureaux de pays et une augmentation de 59 pour cent par rapport à 2021. Quarante-cinq bureaux de pays se sont procuré auprès du Mécanisme des aliments nutritifs spécialisés qu'ils ont reçus dans un délai de 39 jours en moyenne, soit une réduction de 76 pour cent par rapport au délai moyen de 150 jours nécessaire avec la procédure d'achat "classique".

---

<sup>10</sup> Coûts des produits alimentaires et coûts connexes (entreposage, transport, etc.).

31. Les problèmes persistants causés par l'insuffisance des capacités de production des fournisseurs mondiaux et la longueur des délais d'acheminement des aliments nutritifs spécialisés ont amené le PAM à établir à cet égard une stratégie globale à long terme mobilisant la collaboration de la Division de la planification et de la performance institutionnelles, de la Division de la nutrition et de la Division des opérations liées à la chaîne d'approvisionnement, qui se sont attachées à mieux hiérarchiser les priorités, à assurer une production continue et à maximiser les capacités des fournisseurs. Dans le contexte de la crise alimentaire mondiale et d'une hausse de la demande sans précédent, le PAM s'est employé à garantir un approvisionnement fiable et ininterrompu en aliments nutritifs spécialisés et, en décembre 2022, les engagements dépassaient 450 millions de dollars, y compris les commandes passées pour garantir une capacité internationale de production de suppléments nutritifs à base de lipides pour toute l'année 2023.
32. Pour renforcer la résilience des communautés, le Mécanisme de gestion globale des vivres promeut les achats au niveau local et appuie la création d'activités rémunératrices. En 2022, 37 pour cent des produits achetés par les bureaux de pays auprès du Mécanisme provenaient de marchés locaux et régionaux, représentant un volume de 1,1 million de tonnes [d'une valeur de 722 millions de dollars (voir l'annexe IV)]. Tandis que la part des achats locaux et régionaux pour la filière d'approvisionnement de l'Afrique de l'Ouest restait stable, on a pu constater une légère diminution au niveau de la filière d'approvisionnement de l'Afrique de l'Est, qui s'explique essentiellement par une baisse des disponibilités de maïs sur les marchés locaux et régionaux.
33. Pour appuyer les systèmes alimentaires locaux, en 2022, le Mécanisme s'est procuré 106 300 tonnes de nourriture (d'une valeur de 55,8 millions de dollars pour les seuls produits alimentaires) auprès de petits exploitants agricoles, ce qui représente une hausse de 13 pour cent en volume par rapport à 2021 et 82 pour cent de l'ensemble des achats effectués par le PAM auprès des petits producteurs. C'est aussi le résultat de la politique du PAM en matière d'achats locaux et régionaux de denrées alimentaires, dont l'objectif est d'améliorer l'analyse de l'offre et de la demande et de déterminer quelles sont les possibilités d'achats auprès des petits exploitants.

#### **Plafond du Mécanisme de gestion globale des vivres**

34. Au fil des ans, le plafond du Mécanisme de gestion globale des vivres a été relevé parallèlement à la croissance du programme de travail financé et à l'augmentation de la demande (tableau 4). En 2021, la valeur des achats effectués par l'intermédiaire du Mécanisme a représenté 16 pour cent du programme de travail financé. En 2022, ces achats ont grimpé de 49 pour cent par rapport à l'année précédente, pour atteindre 16 pour cent du programme de travail financé, estimé à 14 milliards de dollars, un chiffre record.
35. Comme indiqué ci-dessus au début du paragraphe 12, pour faire face à une aggravation rapide de l'insécurité alimentaire et des besoins humanitaires, le Conseil, par sa décision 2022/EB.2/5, a fixé le nouveau plafond du dispositif de prêts internes en faveur des projets à un niveau pouvant atteindre 10 pour cent de la prévision globale de contribution. Par la même décision, le Conseil a également adopté un plafond identique pour le Mécanisme de gestion globale des vivres.

**TABLEAU 4: PROGRAMME DE TRAVAIL FINANCÉ PAR RAPPORT AU PLAFOND DU MÉCANISME DE GESTION GLOBALE DES VIVRES ET AUX ACHATS EFFECTUÉS AUPRÈS DE CELUI-CI**

Année	Programme de travail financé* (en millions de dollars)	Plafond du Mécanisme de gestion globale des vivres (en millions de dollars)	Plafond du Mécanisme de gestion globale des vivres, en pourcentage du programme de travail	Achats auprès du Mécanisme de gestion globale des vivres (en millions de dollars)	Achats auprès du Mécanisme de gestion globale des vivres, en pourcentage du programme de travail	Coefficient d'utilisation des fonds du Mécanisme de gestion globale des vivres**
2016	5 900	350	5,9	636,6	10,8	1,8
2017	6 100	350	5,7	861,0	14,1	2,5
2018	7 300	500	6,8	917,2	12,6	1,8
2019	8 100	560	6,9	932,2	11,5	1,7
2020	8 400	560	6,7	942,8	11,2	1,7
2021	9 600	660	6,9	1 532,0	16,0	2,3
2022	14 200	950	8,4	2 286,2	16,0	2,4

\* Source: contributions effectives pour la période 2016-2022.

\*\* Coefficient d'utilisation des fonds du Mécanisme: Montant des achats/montant du plafond du Mécanisme de gestion globale des vivres.

36. Le risque associé à l'achat de denrées par l'intermédiaire du Mécanisme est minime, puisque cet achat consiste à échanger des crédits contre des produits alimentaires. De fait, aucune perte financière n'a été enregistrée depuis la création du Mécanisme, car tous les incidents mettant en jeu des denrées achetées par son intermédiaire, tels que des pertes imputables à des problèmes de qualité, de conditionnement ou de date de péremption, étaient intégralement couverts par le régime d'auto-assurance du PAM.
37. En 2022, on estimait à 1,8 million de dollars la valeur des produits alimentaires achetés par l'intermédiaire du Mécanisme qui étaient concernés par ce type d'incident, soit moins de 0,1 pour cent de la valeur totale des denrées alimentaires achetées à la faveur du Mécanisme au cours de l'année (soit 2,3 milliards de dollars pour les seuls vivres).
38. Ce montant ayant été intégralement recouvert au moyen du régime d'auto-assurance du PAM, le montant de la réserve opérationnelle actuelle, fixé à 6 millions de dollars en 2014, est toujours jugé suffisant pour assurer la protection du Mécanisme.
39. Dans le cadre de ses mesures d'atténuation des risques, le PAM applique une approche intersectorielle systématique pour garantir la sécurité des denrées achetées par l'intermédiaire du Mécanisme. À ce titre, il s'est doté d'un processus robuste de planification de la demande et d'établissement des prévisions, ainsi que de politiques et de processus relatifs à l'achat, au transport, à l'entreposage, à la comptabilité et au suivi des produits, applicables à toutes les denrées du PAM.

**Effet multiplicateur des dispositifs de préfinancement (prêts internes en faveur des projets et Compte d'intervention immédiate) et du Mécanisme de gestion globale des vivres**

Le fait de combiner le dispositif de prêts internes en faveur des projets, le CII et le Mécanisme de gestion globale des vivres donne au PAM, entre autres avantages majeurs, la possibilité d'anticiper ses interventions en mettant à la disposition de ses opérations une assistance et des vivres avant que les contributions destinées à ces opérations soient confirmées par les donateurs. L'effet multiplicateur de ces mécanismes atteint son maximum lorsque des avances (du dispositif de prêts internes en faveur des projets et du CII) sont accordées aux bureaux de pays et que des stocks du Mécanisme de gestion globale des vivres sont matériellement disponibles sur les lieux de transfert.

En 2022, les bureaux de pays ont acheté 2,9 millions de tonnes de produits alimentaires divers auprès du Mécanisme de gestion globale des vivres, ce qui représente 65 pour cent de l'ensemble des denrées achetées par les bureaux de pays. Pour utiliser au mieux les contributions des donateurs, les bureaux de pays ont eu recours à des avances de fonds (du dispositif de prêts internes en faveur des projets et du CII) pour financer 25 pour cent de leurs achats de produits alimentaires auprès du Mécanisme de gestion globale des vivres; sur les 709 000 tonnes achetées de cette manière, 250 000 étaient en stock et disponibles immédiatement au moment de l'achat.

Les bureaux de pays peuvent prendre possession des produits disponibles sur le site de transfert dans les 24 heures suivant la réception des contributions des donateurs, ce qui permet d'éviter le délai moyen de 120 jours de la procédure classique d'achat et de transport. En outre, les mécanismes de préfinancement autorisent les bureaux de pays à engager des dépenses pour l'achat immédiat de produits alimentaires auprès du Mécanisme de gestion globale des vivres, leur permettant ainsi de ne pas attendre que les contributions soient confirmées, un processus qui prend 75 jours en moyenne.

Ces gains de temps et les déploiements rapides de ressources sont particulièrement utiles, voire fondamentaux lorsque les produits alimentaires doivent être prépositionnés près des centres de distribution dans des pays où les mauvaises conditions météorologiques bloquent les transports durant certains mois de l'année, comme en Afghanistan et au Soudan du Sud, et dans les pays où sévissent des crises prolongées et où les perspectives de financement sont incertaines.

### III. Financement des services internes

40. Pour fournir des services efficaces, le PAM fait appel à trois dispositifs de services internes: le Centre de gestion du parc automobile, le Mécanisme de budgétisation des investissements et les prestations de services facturées. Ces trois dispositifs, qui sont des outils internes au service d'une gestion souple des opérations, ne nécessitent pas de contributions de la part des donateurs. Après l'approbation par le Conseil du Plan de gestion pour 2023-2025, le plafond global appliqué aux services internes a été relevé, passant de 147 millions de dollars en 2022 à 200 millions de dollars en 2023. La part relative du plafond global fixé pour les services internes qui est allouée à chaque dispositif est établie en fonction de la demande prévue; si les prévisions évoluent, la répartition entre les dispositifs peut être adaptée dans la limite du plafond global.
41. Comme indiqué au tableau 5, en 2022, un montant total de 50,6 millions de dollars a été affecté à des projets dont on trouvera une description aux paragraphes qui suivent et 28,7 millions de dollars ont été remboursés; au 31 décembre 2022, l'encours des avances s'établissait à 73,5 millions de dollars.

<b>TABLEAU 5: BILAN DES SERVICES INTERNES (en millions de dollars)</b>						
<b>Dispositif</b>	<b>Montant total des fonds disponibles</b>	<b>Montants non réglés (1<sup>er</sup> janvier 2022)</b>	<b>Montants remboursés</b>	<b>Montants des affectations</b>	<b>Montants non réglés (31 décembre 2022)</b>	<b>Solde de fin d'exercice</b>
Mécanisme de budgétisation des investissements	82,0	32,5	8,2	37,6	61,9	20,1
Prestations de services facturées	50,0	9,1	20,5	13,0	1,6	48,4
Centre de gestion du parc automobile	15,0	10,0	0,0	0,0	10,0	5,0
<b>Total</b>	<b>147,0</b>	<b>51,5</b>	<b>28,7</b>	<b>50,6</b>	<b>73,5</b>	<b>73,5</b>

42. En 2022, tous les remboursements escomptés ont été effectués. Le règlement prévoit que les sommes doivent être remboursées dans leur intégralité conformément aux dispositions prévues dans le plan de remboursement convenu ou avant si possible. Si les remboursements ne respectent pas le plan convenu, le bureau de pays concerné ou le bureau requérant doit présenter une demande de prolongation du délai de remboursement, accompagnée d'une analyse des progrès accomplis au titre de l'activité ayant reçu les fonds et du motif pour lequel le remboursement ne peut être effectué dans les délais prévus. Par mesure de précaution, l'unité requérante doit analyser et recenser d'autres ressources disponibles susceptibles d'être utilisées pour assurer le remboursement intégral des fonds.
43. Le Mécanisme de budgétisation des investissements permet d'apporter des financements immédiats à des projets d'investissement dont les avantages économiques et les gains d'efficacité sont quantifiables et peuvent être démontrés. En 2022, 37,6 millions de dollars ont été décaissés pour financer la mise au point d'une plateforme de gestion du capital humain et la mise en œuvre de la stratégie en matière de partenariat et de mobilisation de fonds auprès du secteur privé; des ressources supplémentaires ont été avancées pour financer des services d'assurance des données relatives aux transferts de type monétaire, la rénovation et la remise en état des locaux du PAM au Mali, en Ouganda, en Somalie, au Tchad et au Zimbabwe et la construction d'un nouveau complexe logistique au Soudan.
44. En 2022, des sommes d'un montant de 8,2 millions de dollars ont été remboursées au Mécanisme de budgétisation des investissements par le Bureau du PAM au Soudan du Sud pour des activités relatives à l'enregistrement biométrique et à la plateforme numérique du PAM pour la gestion des données concernant les bénéficiaires et des transferts, par les Bureaux du PAM au Mali et aux Philippines pour la rénovation et la remise en état de leurs locaux et par les Bureaux du PAM en Afghanistan et en Éthiopie en remboursement de l'avance accordée pour agrandir le parc de camions. Au 31 décembre 2022, l'encours des avances s'établissait à 61,9 millions de dollars.



45. Le dispositif de financement des prestations de services facturées permet d'accorder des avances pour couvrir les coûts des services internes centralisés; le remboursement de ces avances est effectué tout au long de l'année au moyen des sommes facturées en contrepartie de l'exécution des services en question. Comme indiqué au tableau 5, en 2022, des avances d'un montant de 13 millions de dollars ont été accordées au titre des prestations de services facturées pour des services internes relatifs aux technologies de l'information. Au total, 20,5 millions de dollars ont été reçus en remboursement d'avances accordées en 2022 et les années précédentes pour financer des activités ayant trait aux technologies de l'information internes, à la sécurité du personnel, à la gestion de l'identité des bénéficiaires des transferts de type monétaire et aux services mondiaux de gestion des actifs<sup>11</sup>. L'encours des avances au titre des prestations de services facturées s'établissait à 1,6 million de dollars au 31 décembre 2022.
46. Le dispositif de financement du Centre de gestion du parc automobile permet de verser des avances au Programme mondial d'achat-location de véhicules afin de couvrir les dépenses d'investissement et de fonctionnement des services relatifs au parc automobile, au compte spécial pour l'assurance des véhicules et au parc mondial de camions.
47. Ces avances sont ensuite recouvrées au moyen des frais de location de véhicules imputés aux bureaux de pays et autres utilisateurs de ces services. Ce mécanisme de financement permet au PAM d'optimiser la centralisation des achats au moyen d'achats groupés de véhicules, tandis que le mécanisme transparent de location et la durée de vie prévue des véhicules – cinq ans pour les véhicules légers et huit ans pour les véhicules blindés – offrent aux bureaux du PAM la possibilité de planifier efficacement les financements dont ils ont besoin. Aucune nouvelle affectation n'a été effectuée en 2022. Au 31 décembre 2022, l'encours des avances s'établissait à 10 millions de dollars. Pour regrouper toutes les demandes de services de gestion du parc automobile au sein d'un même fonds, l'encours associé au parc mondial de camions et alloué au titre du Mécanisme de budgétisation des investissements, soit 14 millions de dollars, a été transféré au Centre de gestion du parc automobile au début de 2023.

---

<sup>11</sup> Le service mondial de gestion des actifs est chargé de la cession et de l'écoulement des actifs du PAM en organisant des enchères publiques.

**ANNEXE I****Dispositif de prêts internes en faveur des projets en 2022: avances sur des contributions spécifiques prévues***Hors dispositif de préfinancement global*

<b>Bureau de pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Origine des contributions prévues</b>	<b>Montant total des avances (en millions de dollars)</b>
Afghanistan	Prévention de la malnutrition	Allemagne	3,8
		États-Unis d'Amérique	31,9
		Allemagne	14,8
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Finlande	3,1
		Allemagne	53,7
		Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	17,5
		États-Unis d'Amérique	225,1
		Banque mondiale	49,0
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	22,3
Algérie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	4,2
	Prévention de la malnutrition	Commission européenne	0,2
Angola	Transferts de vivres et de bons en faveur des réfugiés	États-Unis d'Amérique	0,1
Bangladesh	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Commission européenne	5,6
		Allemagne	0,6
		Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2,8
		États-Unis d'Amérique	39,9
		Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence	3,3
	Prestations de services	États-Unis d'Amérique	1,4
Bénin	Repas scolaires	Bénin	18,7
Bolivie (État plurinational de)	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Allemagne	0,3

<b>Bureau de pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Origine des contributions prévues</b>	<b>Montant total des avances (en millions de dollars)</b>
Burkina Faso	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	20,0
		États-Unis d'Amérique	36,2
		Allemagne	0,6
	Assistance alimentaire aux écoliers du primaire	Allemagne	3,4
	Supplémentation alimentaire ciblée pour les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral	Allemagne	3,8
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	12,6
		États-Unis d'Amérique	0,6
Burundi	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,9
		Allemagne	0,5
Cameroun	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	8,9
		Allemagne	3,5
		États-Unis d'Amérique	4,5
Communauté des Caraïbes	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Allemagne	0,4
République centrafricaine	Distribution générale de vivres	États-Unis d'Amérique	14,1
	Programme de supplémentation alimentaire	Allemagne	0,8
	Programme de repas scolaires	Allemagne	1,3
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	5,8
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,3
		Allemagne	0,2
	Services aériens d'aide humanitaire	Allemagne	1,9
Tchad	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Commission européenne	2,6

Bureau de pays	Catégorie d'activités	Origine des contributions prévues	Montant total des avances (en millions de dollars)
		Allemagne	2,1
		États-Unis d'Amérique	3,5
	Programme de repas scolaires	Allemagne	3,8
	Assistance alimentaire saisonnière	Commission européenne	5,1
		États-Unis d'Amérique	8,0
		Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence	4,4
	Prévention de la malnutrition	Commission européenne	0,7
		Allemagne	2,6
		États-Unis d'Amérique	0,6
		Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence	0,5
		Tchad	16,6
		Allemagne	1,2
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	8,6
Colombie	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Allemagne	1,2
		États-Unis d'Amérique	1,3
		Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence	0,7
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	États-Unis d'Amérique	0,8
Congo	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Allemagne	1,6
		États-Unis d'Amérique	0,5
Cuba	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Allemagne	0,4
République démocratique du Congo	Prévention de la malnutrition	Allemagne	1,2
	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Commission européenne	6,6
		Allemagne	4,9

<b>Bureau de pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Origine des contributions prévues</b>	<b>Montant total des avances (en millions de dollars)</b>
Djibouti	Préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise	Allemagne	0,7
République dominicaine	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,1
Équateur	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,2
Égypte	Programme de repas scolaires	Allemagne	1,3
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,2
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	1,6
	Résilience et moyens d'existence	Allemagne	6,5
El Salvador	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,4
Eswatini	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,4
Éthiopie	Prévention de la malnutrition	Autriche	0,8
		États-Unis d'Amérique	21,8
		Émirats arabes unis	6,6
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	6,5
		Allemagne	2,3
		États-Unis d'Amérique	69,4
		Émirats arabes unis	29,1
		Allemagne	9,9
		Émirats arabes unis	6,6
	Services liés à la chaîne d'approvisionnement	États-Unis d'Amérique	7,0
Guatemala	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Allemagne	0,6
Haïti	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Allemagne	0,4
		Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence	1,9

<b>Bureau de pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Origine des contributions prévues</b>	<b>Montant total des avances (en millions de dollars)</b>
	Services aériens d'aide humanitaire	Allemagne	1,9
Honduras	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Allemagne	1,3
Iran (République islamique d')	Appui assorti de conditions	Allemagne	0,2
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,9
Iraq	Distribution générale de vivres	Canada	1,2
		Allemagne	2,4
		États-Unis d'Amérique	9,9
	Résilience et moyens d'existence	Allemagne	17,1
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	1,0
Jordanie	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Allemagne	45,7
		États-Unis d'Amérique	26,4
Kenya	Assistance alimentaire pour les réfugiés	Allemagne	2,8
		États-Unis d'Amérique	12,8
		Autres fonds, programmes et entités des Nations Unies (hormis le Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence)	7,3
		États-Unis d'Amérique	20,2
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	3,1
		États-Unis d'Amérique	12,2
	Services liés à la chaîne d'approvisionnement	Allemagne	0,8
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	1,4
Liban	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Autriche	3,0
		Allemagne	9,5
		États-Unis d'Amérique	11,3

<b>Bureau de pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Origine des contributions prévues</b>	<b>Montant total des avances (en millions de dollars)</b>
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	3,0
	Renforcement des capacités individuelles	Allemagne	2,0
Lesotho	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,9
Libye	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Autriche	0,7
Madagascar	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Commission européenne	4,0
		Allemagne	1,7
		États-Unis d'Amérique	5,0
	Programme de repas scolaires	Allemagne	4,5
	Services aériens d'aide humanitaire	Commission européenne	0,2
		Allemagne	0,8
Malawi	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Allemagne	0,4
Mali	Distribution générale de vivres	Commission européenne	2,3
		Allemagne	3,5
		États-Unis d'Amérique	7,5
	Programme de filets de sécurité et d'alimentation scolaire	Allemagne	0,2
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	0,2
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	2,1
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,0
		États-Unis d'Amérique	0,3
	Services aériens d'aide humanitaire	États-Unis d'Amérique	0,4
Mauritanie	Assistance alimentaire et nutritionnelle	Allemagne	2,1
	Programme de repas scolaires	Allemagne	2,4
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	0,6
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	1,5

<b>Bureau de pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Origine des contributions prévues</b>	<b>Montant total des avances (en millions de dollars)</b>
	Programme d'appui aux moyens d'existence	Allemagne	0,9
Mozambique	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Commission européenne	5,9
	Systèmes alimentaires et moyens d'existence	Allemagne	2,3
	Programme d'alimentation scolaire	Allemagne	2,3
	Services aériens d'aide humanitaire	Commission européenne	0,2
		Allemagne	0,8
Myanmar	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Commission européenne	2,1
		États-Unis d'Amérique	5,2
	Prévention de la malnutrition	Commission européenne	0,8
		États-Unis d'Amérique	0,5
Namibie	Renforcement des capacités: alimentation scolaire	Namibie	0,1
Népal	Analyse et suivi de la sécurité alimentaire	Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence	1,9
Nicaragua	Programme de protection sociale	Luxembourg	0,9
	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Allemagne	1,4
Niger	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Commission européenne	9,9
		Allemagne	3,7
		États-Unis d'Amérique	22,9
	Programme de repas scolaires	Commission européenne	0,8
		Allemagne	7,7
	Prévention de la malnutrition	Commission européenne	0,5
		Allemagne	5,1
		États-Unis d'Amérique	1,4
	Résilience et moyens d'existence	Commission européenne	5,8
		Allemagne	25,9
		États-Unis d'Amérique	2,0



<b>Bureau de pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Origine des contributions prévues</b>	<b>Montant total des avances (en millions de dollars)</b>
	Renforcement des capacités institutionnelles	Commission européenne	0,8
		Allemagne	1,8
	Services aériens d'aide humanitaire	Allemagne	2,0
		États-Unis d'Amérique	0,4
Nigéria	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	14,4
		Allemagne	3,9
		États-Unis d'Amérique	31,5
Pakistan	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	3,8
	Assistance humanitaire et aide au relèvement	Allemagne	5,1
		États-Unis d'Amérique	24,4
	Renforcement des capacités institutionnelles	États-Unis d'Amérique	0,8
Philippines	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	1,2
		Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence	3,0
République de Moldova	Distribution générale de vivres	Allemagne	1,6
Rwanda	Prévention de la malnutrition	Allemagne	1,0
Somalie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	2,0
		Allemagne	9,0
		États-Unis d'Amérique	65,7
	Programme de filets de sécurité et d'alimentation scolaire	Allemagne	3,3
	Systèmes alimentaires et moyens d'existence	Allemagne	2,6
Soudan du Sud	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,6
		Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	3,6

Bureau de pays	Catégorie d'activités	Origine des contributions prévues	Montant total des avances (en millions de dollars)
		États-Unis d'Amérique	65,6
		Allemagne	0,9
		États-Unis d'Amérique	4,5
	Prévention de la malnutrition	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	0,2
		États-Unis d'Amérique	19,8
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	4,2
	Développement de l'infrastructure	Allemagne	8,0
		Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1,2
		Autres fonds, programmes et entités des Nations Unies (hormis le Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence)	2,5
	Module de la logistique	États-Unis d'Amérique	2,8
État de Palestine	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	4,3
		États-Unis d'Amérique	3,8
Soudan	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	17,6
		Allemagne	2,2
	Programme d'appui aux moyens d'existence	Banque africaine de développement	1,7
	Services liés à la chaîne d'approvisionnement	Banque africaine de développement	32,1
	Services aériens d'aide humanitaire	Commission européenne	1,0
		Allemagne	2,1
République arabe syrienne	Programme de repas scolaires	Allemagne	2,9
	Distribution générale de vivres	Autriche	0,9
		Canada	7,5
		Commission européenne	9,8
		Allemagne	108,7
		États-Unis d'Amérique	99,8

<b>Bureau de pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Origine des contributions prévues</b>	<b>Montant total des avances (en millions de dollars)</b>
	Services aériens d'aide humanitaire	Commission européenne	1,3
		Allemagne	0,8
Türkiye	Assistance aux réfugiés dans les camps	États-Unis d'Amérique	2,1
Ouganda	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Commission européenne	0,5
		Allemagne	4,8
		États-Unis d'Amérique	18,4
		Commission européenne	0,2
		Allemagne	2,2
		Allemagne	1,2
Ukraine	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	Australie	6,6
		États-Unis d'Amérique	126,8
		Canada	17,6
		Finlande	3,9
		Allemagne	42,4
		Donateurs privés	21,7
		Suède	18,1
		États-Unis d'Amérique	143,1
	Module de la logistique	États-Unis d'Amérique	0,9
		Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence	0,6
	Module des télécommunications d'urgence	États-Unis d'Amérique	0,9
		Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence	0,4
République-Unie de Tanzanie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	2,5
		Commission européenne	1,2
		Allemagne	0,5
		États-Unis d'Amérique	6,0
Yémen	Assistance vitale	Autriche	1,6
		Allemagne	20,4

<b>Bureau de pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Origine des contributions prévues</b>	<b>Montant total des avances (en millions de dollars)</b>
		États-Unis d'Amérique	47,7
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	27,1
	Programme de repas scolaires	Allemagne	27,1
	Module de la logistique	Autres fonds, programmes et entités des Nations Unies (hormis le Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence)	0,9
Zimbabwe	Besoins alimentaires et nutritionnels urgents	Commission européenne	1,5
		Allemagne	1,7
		États-Unis d'Amérique	12,0
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	États-Unis d'Amérique	3,0
Venezuela (République bolivarienne du)	Programme de repas scolaires	Allemagne	0,9
<b>Total</b>			<b>2 380,5</b>

## ANNEXE II

## Contributions destinées à la reconstitution du Compte d'intervention immédiate en 2022

Donateur	Montant de la contribution (en dollars)
<b>Contributions spécifiquement destinées à la réserve du Compte d'intervention immédiate (CII)</b>	<b>101 120 032</b>
Allemagne	34 979 424
Suisse	21 629 606
États-Unis d'Amérique	16 550 000
Donateurs privés	11 650 246
Qatar	5 000 000
France	3 151 261
Belgique	2 585 315
Canada	2 299 319
Italie	1 813 059
Luxembourg	1 157 270
Chine	200 000
Liechtenstein	102 360
Australie*	2 172
<b>Contributions multilatérales à la réserve du CII</b>	<b>50 000 000</b>
Suède	23 293 970
Pays-Bas	22 749 426
Nouvelle-Zélande	2 140 845
Japon	1 351 095
Australie	184 058
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	109 729
Canada	61 338
Danemark	54 345
Finlande	32 705
République de Corée	20 721
Donateurs privés	1 769
<b>Compte de péréquation des dépenses administratives et d'appui aux programmes</b>	<b>30 000 000</b>
<b>Autre</b>	<b>100 042 578</b>
Transfert de fonds généraux	100 000 000
Recettes diverses**	42 578
<b>Total</b>	<b>281 162 610</b>

\* Transfert du solde des fonds du donateur au CII.

\*\* Soldes non dépensés des contributions versées aux PSP et autres activités du PAM bénéficiaires; intérêts perçus sur les fonds des donateurs administrés par le PAM au moyen de fonds d'affectation spéciale établis pour les contributions bilatérales. Autre: tel que défini et approuvé avec les donateurs concernés, la direction et le Conseil d'administration.

**ANNEXE III****Affectations au titre du Compte d'intervention immédiate en 2022**

<b>Pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Affectations au titre du Compte d'intervention immédiate (en millions de dollars)</b>
<b>Compte d'intervention immédiate</b>		<b>382,55</b>
Afghanistan	Prévention de la malnutrition	10,80
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	36,15
Angola	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41
Algérie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,88
Arménie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,34
Bangladesh	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	2,92
Bolivie (État plurinational de)	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	0,20
Burkina Faso	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	9,39
Cabo Verde	Module de la logistique	1,50
République centrafricaine	Prévention de la malnutrition	0,47
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,47
Tchad	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	0,30
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	6,17
	Prévention de la malnutrition	3,22
Cuba	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	2,87
République démocratique du Congo	Prévention de la malnutrition	0,53
	Prévention de la malnutrition	0,59
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	31,53
Gambie	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	0,94
Haïti	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	14,01
	Services aériens d'aide humanitaire	0,70

<b>Pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Affectations au titre du Compte d'intervention immédiate (en millions de dollars)</b>
Honduras	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	2,35
Kirghizistan	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	0,47
Libye	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	1,41
Madagascar	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	24,32
	Prestation de services d'urgence	0,38
Malawi	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,25
	Module de la logistique	0,22
Mali	Prévention de la malnutrition	1,13
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	7,04
Mauritanie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,85
Mozambique	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41
	Services aériens d'aide humanitaire	1,36
Myanmar	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	5,62
Nicaragua	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	1,41
Niger	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	8,92
Nigéria	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	23,54
Pakistan	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	14,08
	Prévention de la malnutrition	4,21
	Renforcement des capacités institutionnelles	0,49
Sao Tomé-et-Principe	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,33
Sierra Leone	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,39
Somalie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	98,80
Soudan du Sud	Renforcement des capacités institutionnelles	1,41
Sri Lanka	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	7,86

<b>Pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Affectations au titre du Compte d'intervention immédiate (en millions de dollars)</b>
Tadjikistan	Assistance alimentaire et appui aux moyens d'existence	0,47
Ouganda	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	0,53
Yémen	Prévention de la malnutrition	46,95
<b>Préparation aux situations d'urgence</b>		<b>2,65</b>
Madagascar	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	0,15
	Module de la logistique	0,04
	Prestation de services d'urgence	0,12
Sri Lanka	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	0,30
Ouganda	Prestation de services d'urgence	1,75
Ukraine	Intervention en faveur des personnes touchées par une crise	0,30
<b>Total</b>		<b>385,20</b>



## ANNEXE IV

## Achats effectués par les bureaux de pays auprès du Mécanisme de gestion globale des vivres et gains de temps en 2022

Bureau de pays bénéficiaire	Achats effectués par les bureaux de pays auprès du Mécanisme de gestion globale des vivres (valeur des produits alimentaires uniquement)			Gain de temps en 2022 (%)
	<i>en dollars</i>			
	Marchés internationaux	Marchés locaux ou régionaux	Total	
Afghanistan	344 719 137	162 676 827	<b>507 395 964</b>	76
Algérie	331 322	120 254	<b>451 576</b>	66
Angola	558 856	753 610	<b>1 312 466</b>	76
Bangladesh	18 298 505		<b>18 298 505</b>	60
Bénin	10 870 197		<b>10 870 197</b>	75
Burkina Faso	14 614 550	47 182 656	<b>61 797 206</b>	46
Burundi	2 350 225	1 557 542	<b>3 907 766</b>	65
Cambodge	21 156		<b>21 156</b>	58
Cameroun	11 110 907	3 555 726	<b>14 666 633</b>	77
Congo	2 087 233		<b>2 087 233</b>	77
Côte d'Ivoire	80 552	22 552	<b>103 104</b>	63
Cuba	322 800		<b>322 800</b>	100
Djibouti	1 175 280		<b>1 175 280</b>	29
Eswatini	268 049	501 119	<b>769 169</b>	49
Éthiopie	279 432 419	56 372 806	<b>335 805 225</b>	74
Gambie	316 429		<b>316 429</b>	95
Guatemala	8 783 954	633 799	<b>9 417 753</b>	89
Guinée	783 582	79 882	<b>863 465</b>	73
Guinée-Bissau	501 768		<b>501 768</b>	57
Honduras	662 132		<b>662 132</b>	86
Kenya	17 428 424	41 574 203	<b>59 002 627</b>	64
Lesotho	526 606		<b>526 606</b>	0
Madagascar	25 577 811	5 831 781	<b>31 409 593</b>	70
Malawi		618 684	<b>618 684</b>	64
Mali	3 282 690		<b>3 282 690</b>	78
Mauritanie	4 556 180	19 766	<b>4 575 945</b>	82
Mozambique	11 386 456	15 661 814	<b>27 048 270</b>	76
Myanmar	5 483 595	3 272 884	<b>8 756 479</b>	35
Nicaragua	1 236 844		<b>1 236 844</b>	21
Niger	19 277 864	23 865 444	<b>43 143 308</b>	82

Bureau de pays bénéficiaire	Achats effectués par les bureaux de pays auprès du Mécanisme de gestion globale des vivres (valeur des produits alimentaires uniquement)			Gain de temps en 2022 (%)
	<i>en dollars</i>			
	Marchés internationaux	Marchés locaux ou régionaux	Total	
Nigéria	729 545	81 760 803	<b>82 490 348</b>	78
Ouganda	1 201 085	55 678 797	<b>56 879 882</b>	79
Pakistan	1 958 371		<b>1 958 371</b>	77
République arabe syrienne	98 480 739	52 192 911	<b>150 673 650</b>	75
République centrafricaine	8 194 354		<b>8 194 354</b>	65
République démocratique du Congo	9 810 080	5 931 962	<b>15 742 041</b>	69
République-Unie de Tanzanie	2 460 583	12 088 987	<b>14 549 570</b>	67
Rwanda	142 329	1 629 205	<b>1 771 534</b>	41
Sénégal	1 136 723		<b>1 136 723</b>	70
Sierra Leone	867 786		<b>867 786</b>	72
Somalie	44 235 226	18 989 006	<b>63 224 232</b>	61
Soudan	2 065 180	19 362 622	<b>21 427 802</b>	80
Soudan du Sud	24 896 605	51 474 414	<b>76 371 019</b>	85
Sri Lanka	622 744	905 361	<b>1 528 105</b>	74
Tadjikistan		39 324	<b>39 324</b>	93
Tchad	21 122 580	8 632 195	<b>29 754 774</b>	77
Timor-Leste	587 025		<b>587 025</b>	71
Togo	99 789		<b>99 789</b>	89
Ukraine	23 844 687	561 348	<b>24 406 036</b>	96
Venezuela (République bolivarienne du)	707 029		<b>707 029</b>	0
Yémen	214 889 081	38 125 345	<b>253 014 427</b>	79
Zambie		12 403	<b>12 403</b>	100
Zimbabwe	200 262	10 130 571	<b>10 330 833</b>	56
<b>Total</b>	<b>1 244 297 326</b>	<b>721 816 605</b>	<b>1 966 113 930</b>	

## Liste des sigles utilisés dans le présent document

dépenses AAP	dépenses administratives et d'appui aux programmes
CII	Compte d'intervention immédiate
COVID-19	maladie à coronavirus 2019
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
PSP	plan stratégique de pays